

DOSSIER

Face à l'extrême droite,
des batailles de classe

page 6

POLITIQUE

Et hop, Darmanin et
sa loi, à la poubelle !

page 3

PREMIÈRES LIGNES

Nous, soignantes,
sommes solidaires
des Gazaouis !

page 9

NPA JEUNES

Massacres en Palestine :
la jeunesse s'oppose aux
puissances impérialistes

page 12

RÉVOLUTIONNAIRES

08 • DÉCEMBRE 2023 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

NI TRÊVE, NI HUMANITÉ SOUS LE CAPITALISME

La « trêve humanitaire » à Gaza célébrée par les dirigeants des grandes puissances préparait en fait une nouvelle offensive de l'armée israélienne. Au sud cette fois, là où les Gazaouis sont invités à fuir. C'est au tour de Rafah, la ville par laquelle les convois humanitaires transitent depuis l'Égypte, d'être bombardée. Frappes aveugles ? Non, des frappes ciblées, car c'est l'ensemble de la population palestinienne que le gouvernement israélien cherche à terroriser et voudrait chasser de sa minuscule bande de terre. Un nettoyage ethnique d'une barbarie indescriptible qui a fait plus de victimes femmes et enfants en deux mois que l'armée de Poutine n'en a fait en Ukraine depuis presque deux ans.

L'EXTRÊME DROITE EN EMBUSCADE

Comment une telle violence pourrait-elle rester sans effet en France et dans le reste du monde ? Les Arabes sont chassés de Palestine dans le silence complice des dirigeants de toutes les grandes puissances. Alors la canaille d'extrême droite demande pourquoi ils ne seraient pas chassés demain de France, confortée qu'elle est dans son racisme débridé par le soutien de Macron et de l'État français à l'État colonial israélien. La mort à Crépol du jeune Thomas, tué dans une rixe comme il en existe trop, a fourni le prétexte d'une expédition punitive d'escadrons fascistes qui ont cherché à instaurer la terreur dans un quartier populaire de Romans-sur-Isère. D'autres rassemblements de nazillons ont eu lieu également ailleurs, comme à Paris où ils se sont retrouvés à deux cents en faisant le salut hitlérien.

Darmanin dit vouloir dissoudre les groupes d'extrême droite impliqués dans la ratonnade de Romans-sur-Isère. Mais sa po-

SUITE PAGE 2 >>



WEB : www.nouveaupartianticapitaliste.fr | YOUTUBE : @Revolutionnaires_journal | PÉTITION POUR LE RETOUR DE NOS RÉSEAUX SOCIAUX : stopcensurenpa.jesigne.org



POLITIQUE p. 1-2-3	INTERNATIONAL p. 4-5	DOSSIER p. 6-7	PREMIÈRES LIGNES p. 8-9	VIE DU PARTI p. 10	CULTURE p. 11	NPA JEUNES p. 12
Éditorial : Ni trêve, ni humanité sous le capitalisme Deux ans d'inflation : reprenre ce que le patronat a volé COP 28 à Dubaï : au paradis des pollueurs ! Non, s'opposer au sionisme, ce n'est pas être antisémite Et hop, Darmanin et sa loi, à la poubelle !	Fronts militaires entre l'Ukraine et la Russie : billets aller, sans retour Du côté de la dictature de Poutine Contre le massacre colonialiste à Gaza Grandes puissances et dirigeants arabes face à la guerre à Gaza : politique criminelle et hypocrisie au pouvoir	FACE À L'EXTRÊME DROITE, DES BATAILLES DE CLASSE L'Amérique latine : un laboratoire de cauchemars La peste brune européenne : de leurs urnes à nos rues ? Comment lutter contre l'extrême droite ?	PSA Poissy : contre la suppression massive de postes La création de Renault Ampere : une machine de guerre contre les travailleurs Grève à Transdev Vil- lepinte et Tremblay : des débuts encourage- ants ! Grève historique au Casi SNCF de Nor- mandie	Nous, soignantes, sommées solidaires des Gazaouis ! Les salles de soin ne sont pas des champs de bataille ! Un tramway nommé délire I-Robot à la SNCF	Stoppons la censure contre le NPA et le NPA Jeunes ! Près de 300 au meeting parisien du NPA le 23 novembre ! 25 novembre : de Paris à Gaza, solidarité internatio- naliste ! Rencontres locales ouvrières à Lyon : pourquoi et com- ment les militants révolutionnaires en entreprise doivent-ils être féministes ?	Les premiers chrétiens étaient-ils communistes ? Urgence souscription : pour faire avancer les idées révolutionnaires Rencontres nationales ouvrières à Paris en février

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

litique en reprend pourtant les thèmes et en favorise le développement. La nouvelle loi « Immigration » actuellement débattue à l'Assemblée s'en prend par des moyens bien plus puissants que ceux des petites bandes fachos à nos frères et à nos sœurs étrangers. À ceux et celles qui travaillent dans les cuisines, les chantiers, les Ehpad, les hôpitaux, pour des salaires encore plus misérables que ceux d'entre nous qui ont les « bons » papiers ou la « bonne » couleur de peau. Leur droit de vivre ici serait conditionné au renouvellement de leur contrat de travail, c'est-à-dire au bon vouloir de nos patrons, capables, on le sait, de tous les chantages.

NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS CONCERNÉS

Le grand patronat, gavé par l'augmentation de ses marges qui alimente l'inflation, ne veut rien lâcher sur les salaires. Pour mieux nous imposer ces reculs, aidé par le gouvernement, il cherche à nous diviser en s'en prenant aux plus vulnérables d'entre nous, en tentant d'enfoncer un coin entre Français et étrangers. Il veut empêcher une riposte de classe, en brandissant la prétendue guerre « des civilisations ». Ils veulent imposer leur volonté en essayant de bâillonner toute contestation. C'est aussi pour cela que le gouvernement voudrait que nous nous taisions sur la Palestine en jetant le soupçon d'antisémitisme sur quiconque dénonce les massacres !

Nous ne pouvons pas assister passivement à l'écrasement à Gaza de tout un peuple. Des résistances existent, comme en témoignent les manifestations de solidarité au peuple palestinien qui continuent chaque week-end. Il faut les amplifier !

Nous ne pouvons pas davantage laisser ici se développer le poison du racisme qui cherche à dresser des travailleurs contre d'autres travailleurs. Des manifestations sont prévues partout le 18 décembre contre la loi Darmanin et il faudra là aussi qu'elles soient massives.

Face aux attaques du gouvernement et du patronat contre notre niveau de vie et nos conditions de travail, les organisations syndicales restent passives depuis la fin du mouvement sur les retraites. Nous aurons besoin de construire un mouvement d'ensemble, sans elles s'il le faut, si nous voulons empêcher d'autres attaques contre nous, de plus grande ampleur encore.

• 05/12/2023

Deux ans d'inflation : reprendre ce que le patronat a volé

Vendredi 1^{er} décembre, les huit centrales syndicales qui constituaient « l'intersyndicale nationale » durant la bataille des retraites se sont réunies pour annoncer... sa « mise en sommeil ». Un beau sens du timing, la semaine où l'on apprend que les banques alimentaires ne peuvent pas répondre à la demande, que le nombre d'enfants qui dorment dans la rue se compte en milliers, que les profits battent des records et que le ministre de l'Économie annonce une nouvelle thérapie de choc contre le monde du travail qui commencerait par couper les allocations chômage aux plus de 55 ans.

Les deux années écoulées d'hyperinflation ont pesé exclusivement sur les classes populaires. Le Smic a été augmenté six fois durant la période, car il est le seul revenu indexé sur les prix. Mais cette indexation est basée sur des indicateurs officiels biaisés. Comme le relevaient des salariés de Carrefour lors de leurs débrayages récents : « L'inflation au sens de l'Insee ou l'inflation des produits de première nécessité, on ne parle pas de la même chose. On est bien placés pour le savoir, nous, dans la grande distribution. » Ce sont les prix de l'énergie, des loyers et de l'alimentation qui ont le plus augmenté et ils constituent l'essentiel, voire l'intégralité, des dépenses d'une famille ouvrière. Bien qu'insuffisantes, ces revalorisations automatiques ont eu pour effet de faire passer de nombreux échelons minimum de branche sous le Smic : on atteint aujourd'hui un niveau record de près de 20 % de travailleurs au salaire minimum.

Par le jeu de distribution de primes ponctuelles et d'augmentations à la fois insuffisantes et tardives, le patronat est parvenu pour l'instant à sortir gagnant de ces deux ans d'inflation. Les conséquences pour la société tout entière sont catastrophiques et commencent à peine à se faire sentir. Mais ces deux dernières années ont connu aussi des records de grèves et de débrayages pour les salaires. Ce mouvement de fond a ralenti depuis septembre mais repart à la hausse avec des mouvements dans les bus, à la SNCF, dans l'industrie... À l'heure où le chômage remonte, la question des salaires touche tous les travailleurs, avec ou sans emploi. C'est tous ensemble, par la grève, qu'on pourra inverser le rapport de force. Avec les directions syndicales si nos luttes les sortent de leur « sommeil » et sans elles sinon !

PAR RAPHAËL PRESTON • 04/12/2023

COP 28 À DUBAÏ AU PARADIS DES POLLUEURS !

En 2015, la COP 21 accouchait en grande pompe de l'accord de Paris, finalement signé par la quasi-totalité des États de monde. Il s'agissait de limiter la hausse moyenne des températures mondiales à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, essentiellement en diminuant rapidement l'emploi des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel), principaux responsables de l'effet de serre. On allait voir ce qu'on allait voir !

Eh bien, on a vu : la hausse des températures s'établit aujourd'hui à 1,4 °C, niveau prévu par l'accord pour... 2100 et file gaillardement vers les 5 °C à la fin du siècle. Quant aux émissions de CO2, loin de diminuer, elles ont augmenté de 7 % depuis 2015.

La COP 28 se réunit dans une des villes les plus polluées du monde, Dubaï, capitale économique d'une fédération parmi les principaux producteurs de pétrole et de gaz, les Émirats arabes unis, et est présidée par Ahmed al-Jaber, PDG de l'Adnoc, la société pétrolière locale. Ça annonce la couleur ! Comme les années précédentes, les ONG s'agitent dans le vide et l'impuissance, tandis que les représentants des sociétés capitalistes - plusieurs milliers, dont des centaines rien que pour le pétrole - font des affaires et que les gouvernants et autres professionnels du mensonge occupent le devant de la scène avec leur cinéma hypocrite. Macron a même poussé



le ridicule jusqu'à appeler les pays du G7, les sept les plus pollués au monde, à abandonner le charbon d'ici 2030, pour « montrer l'exemple », a-t-il dit sans rire.

Alors, COP ou pas COP, les catastrophes naturelles vont continuer à se multiplier et à s'aggraver. Du moins jusqu'à ce que les travailleurs et les travailleuses du monde débarrassent la planète du capitalisme, ce système irresponsable qui n'est mû que par la loi inflexible de l'accumulation immédiate du profit privé, et s'emparent collectivement de l'économie pour la gérer en fonction des possibilités de la nature et des besoins de l'humanité.

PAR MICHEL GRANDRY • 05/12/2023

Non, s'opposer au sionisme, ce n'est pas être antisémite !

Le gouvernement français a tout fait pour interdire les manifestations dénonçant le massacre de la population civile palestinienne, en martelant que tout soutien au peuple palestinien était identifiable à de l'antisémitisme, ce qui lui permet de pénaliser toute critique de l'État d'Israël.



« JUIFS CONTRE LE GÉNOCIDE ». UN SIT-IN EN SOLIDARITÉ AVEC LES PALESTINIENS À LA GARE FERROVIAIRE DE BRIGHTON, ROYAUME-UNI, NOVEMBRE 2023 | MIDDLE EAST EYE/JOE GILL

L'antisionisme est une position politique, alors que l'antisémitisme désigne la haine des Juifs, donc une forme de racisme. Dès son apparition, au XIX^e siècle, le sionisme affirmait qu'il existe un peuple juif et que ce peuple doit avoir un État. Il s'agissait dès le départ d'un projet politique visant à contre-carrer l'influence grandissante du marxisme dans les populations juives, en particulier en Pologne, en opposant l'idée d'une libération du seul peuple juif à celle de la révolution sociale.

En dehors de la communauté juive, ceux qui soutenaient ce projet d'État juif étaient bien souvent eux-mêmes antisémites, souhaitant se débarrasser de ce qu'ils appelaient le « problème juif ». Balfour, le ministre anglais qui a accordé l'existence d'un foyer national juif en Palestine en 1917, était ainsi un intégriste chrétien antisémite.

Pour avoir le soutien de l'impérialisme britannique, le mouvement sioniste a décidé que cet État devrait être en Palestine, malgré la présence d'un peuple, ce qui en a fait d'emblée un projet colonial et non une lutte de libération nationale. Après la création d'Israël en 1948, la contestation du sionisme s'est poursuivie parmi les habitants du nouvel État. Les militants du Bund¹ rescapés de la Shoah ont immédiatement reconstitué leur parti en Israël pour tenter d'offrir aux Juifs une alternative au sionisme. Un peu plus tard, fondée en 1962, l'organisation d'extrême gauche Matzpen revendiquait la « désionisation » d'Israël pour permettre à tous les habitants de la région d'y vivre à égalité de droits. Ses militants, bien que majoritairement juifs, étaient d'ailleurs accusés par l'État hébreu d'antisémitisme, aussi absurde que cela puisse paraître.

L'assimilation entre antisionisme et antisémitisme ne date donc pas d'hier. Mais c'est cet amalgame qui alimente l'antisémitisme et représente une forme de racisme par essentialisation, en réduisant les Juifs au seul soutien de la politique israélienne, en considérant que l'État d'Israël parle au nom des Juifs du monde entier.

Qu'est devenu le sionisme aujourd'hui ? Si, à la naissance de l'État d'Israël, les diri-

geants sionistes à la tête du pays se présentaient comme rattachés à la « gauche », le sionisme est aujourd'hui à l'image des gouvernements israéliens depuis trente ans : intégristes religieux, d'extrême droite, suprémacistes, qui ont consciencieusement saboté la création d'un État palestinien prévue par les accords d'Oslo et ont pour seule perspective spoliation des Palestiniens et guerre sans fin. Comment ne pas voir que c'est cette politique qui risque d'exposer les Juifs du monde entier ?

En Israël, en dépit du traumatisme ressenti le 7 octobre, la population n'a aucune confiance dans le gouvernement Netanyahu. On peut espérer qu'une partie d'entre elle au moins a aussi conscience que sa politique mène le pays droit dans le mur. Dans le monde, des Juifs manifestent contre la politique de l'État d'Israël, comme aux États-Unis le mouvement *Jewish Voice For Peace* (Voix juives pour la paix) qui a manifesté à plusieurs reprises avec le slogan « Pas en notre nom ! » ou, en France, l'Union juive française pour la paix (UJFP). Eux aussi seraient antisémites ? On le voit bien, ce faux débat ne vise qu'à imposer le silence à celles et ceux qui dénoncent les massacres à Gaza et le soutien de l'impérialisme, notamment français, à l'État d'Israël.

Nous sommes antisionistes car il ne pourra pas y avoir de justice et de paix sans renoncer au projet pro-impérialiste, colonialiste et d'apartheid qui est celui de l'État d'Israël depuis sa naissance. L'impérialisme se moque du sort des populations, palestinienne comme israélienne. Il considère Israël comme un point d'appui au Moyen-Orient, son bras armé pour faire régner son ordre. Mais, en stigmatisant ceux qui manifestent pour la Palestine, le gouvernement français encourage en réalité la montée de l'antisémitisme.

PAR LYDIE GRIMAL • 05/12/2023

1. Le Bund était un parti socialiste juif très influent parmi les travailleurs juifs en Pologne avant la Deuxième Guerre mondiale.

ET HOP, DARMANIN ET SA LOI, À LA POUBELLE !

C'est désormais à l'Assemblée nationale que la loi Darmanin portant sur une énième réforme des conditions d'entrée et de séjour des étrangers va être débattue dans les prochaines semaines. Le but de Darmanin est désormais de faire adopter cette loi au début de l'année prochaine sans un recours au 49.3 en décrochant une partie des voix de la droite.

La commission des lois de l'Assemblée a retoqué deux des modifications les plus racistes apportées par les sénateurs LR : la suppression de l'aide médicale de l'État (AME), permettant la prise en charge des soins pour les sans-papiers et la fin de l'automatisme du droit du sol. Mais les députés macronistes et leurs alliés du groupe Liot ont validé une grande partie des amendements les plus réactionnaires apportés par le Sénat : la nécessité de bénéficier de « ressources régulières » pour accéder au regroupement familial, la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » et l'exigence d'apprentissage de

la langue française pour les étrangers vivant sur le sol français. Et ils ont fait aussi leur part de la sale besogne en assouplissant tous les procédés d'expulsion pour les personnes en situation irrégulière et en établissant des chambres territoriales d'examen des dossiers du droit d'asile, qui seront beaucoup plus expéditives. Quant au dispositif phare de cette nouvelle loi portant sur la régularisation des travailleurs dans les métiers dits « en tension » auquel l'extrême droite et le clan Ciotti continuent à s'opposer bec et ongles, s'il ne sera pas entièrement soumis au pouvoir discrétionnaire des préfets, ceux-ci pourront s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légion pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour.

C'est toute la contradiction dans laquelle se débat Darmanin qui veut à la fois faire plaisir à un patronat avide de profits qui a besoin de main-d'œuvre, mais d'une main-d'œuvre

la plus précarisée possible car soumise au chantage permanent à la perte d'un titre de séjour, et ne pas apparaître comme cédant du terrain face au Rassemblement national pour qui tous les étrangers sont des parasites.

Cela fait des siècles, depuis le commerce triangulaire et la déportation de millions d'Africains vers l'Amérique, que les capitalistes ne sont pas gênés d'utiliser pour les besoins de leur économie les bras et les cerveaux de millions de travailleurs dont ils organisent ensuite la discrimination en raison de l'origine ou de la couleur de peau pour mieux créer des divisions entre les exploités. Aujourd'hui les « esclaves modernes » construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, concoctent les menus dans les restaurants... Leur travail est essentiel à toute la société mais les capitalistes veulent le rémunérer le moins cher possible. Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégitime ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs laquais, et Darmanin avec sa loi est bien le premier d'entre eux !

PAR MARIE DAROUEN • 04/12/2023

MOBILISONS-NOUS !

»»» Le NPA et le NPA Jeunes appellent à participer à toutes les manifestations de la Marche des Solidarités contre le projet de loi Darmanin, avec les migrants et migrantes et aux côtés d'autres organisations dans toute la France.

Notamment le lundi 18 décembre à Paris à Opéra à 17 heures.

Pour lire l'appel : antiracisme-solidarite.org/accueil-2

Pour tous les rendez-vous et manifestations : antiracisme-solidarite.org/agenda

GUERRE EN UKRAINE Fronts militaires entre l'Ukraine et la Russie : billets aller, sans retour

Vladimir Poutine espère que le printemps 2024 sera celui de sa réélection à la présidence de la fédération de Russie pour un cinquième mandat et près de trente ans possibles de règne. Il peut y prétendre grâce à une réforme constitutionnelle qu'il a fait adopter en 2020 et qui lui permet de gouverner à vie. Son règne avait été inauguré par une terrible guerre en Tchétchénie, pour empêcher cette petite République du Caucase nord de faire sécession ; il est marqué aujourd'hui par les suites de l'invasion guerrière de l'Ukraine en février 2022, un grand pays voisin, indépendant depuis 1991, qui cherche à se tourner vers l'Ouest, et que l'impérialisme russe voudrait garder dans son giron. D'où l'invasion militaire russe, tandis que les États-Unis et les puissances impérialistes occidentales à sa suite soutiennent l'armée ukrainienne.

Les ravages, après bientôt deux ans de guerre, se chiffrent par près de 500 000 victimes au total dans les deux camps : 190 000 côté ukrainien (dont 70 000 soldats et 10 000 civils morts) et 300 000 du côté des soldats russes (dont 120 000 morts)¹. En Ukraine même, où les combats continuent dans l'est du pays (dont quelque 20 % sont occupés par l'armée russe), les désastres pour les classes populaires vont au-delà des chiffres : villes et villages en ruines, devenus fantômes, tout particulièrement autour de l'ancienne cité industrielle d'Avdiïka dans le Donetz, économie désorganisée, misère accrue dans un hiver glacial. De telle sorte qu'aussi bien en Ukraine qu'en Russie des mouvements de femmes s'enhardissent pour demander le retour de leurs maris ou de leurs fils des fronts.

UNE ÉCONOMIE DE GUERRE SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés comptabilisait près de huit millions de réfugiés ukrainiens, essentiellement dans des pays d'Europe, dont la Pologne et l'Allemagne, surtout des femmes et des enfants puisque les hommes entre 18 et 60 ans, mobilisables, ont interdiction de quitter le pays. Ce sont bien sûr les travailleurs et les plus pauvres des campagnes qui font les frais de l'économie de guerre et de la loi martiale. Le

régime de Zelensky, qu'en particulier un milieu syndical et de gauche (même si ce milieu est faible) n'a jamais porté dans son cœur, est de plus en plus sérieusement critiqué voire haï. Mais, s'il s'illustre depuis des mois par des limogeages spectaculaires de dignitaires corrompus, dont des ministres et gradés de l'armée, c'est surtout pour satisfaire aux critères d'intégration à l'Union européenne (UE) de prétendue lutte contre la corruption. Une belle hypocrisie en réalité, car ce sont des concurrences et intérêts économiques qui ferment à l'Ukraine les portes de l'Europe, comme l'illustre le dur conflit en cours entre les transporteurs routiers polonais (qui dominant le marché européen) et ceux qu'ils considèrent comme leurs concurrents, les transporteurs ukrainiens auxquels ils ont fermé les postes-frontières, provoquant des dizaines de kilomètres de bouchons et une situation critique. Après une guerre des céréales qui a fait rage aussi. Une UE des droits de l'homme ? Vaste foutaise ! Bien plutôt une Europe capitaliste de guerre économique pour des marchés... menée même par la Pologne contre l'Ukraine dont elle se dit alliée contre la Russie de Poutine !

AIDE OCCIDENTALE... AUX MULTINATIONALES DE L'ARMEMENT !

Les classes populaires d'Ukraine ont tout autant à se défier de l'aide militaire et finan-



BÂTIMENT DÉMOLI PENDANT LA GUERRE EN UKRAINE. UKRAINE, 2023

cière qu'apportent à Zelensky les puissances impérialistes occidentales, derrière les USA. Aujourd'hui, en Ukraine, malgré l'extrême dureté de la situation de guerre et la colère populaire montante contre les « planqués » et profiteurs appartenant aux classes possédantes, qui continuent à s'engraisser à l'arrière, 84 % des sondés s'opposeraient à toute concession territoriale à Moscou. Il est évident que l'aide militaire occidentale - tout importante qu'elle soit - ne permet pas de repousser l'armée russe hors du territoire. À voir aussi ce que sera la note à payer ! En revanche, elle permet un remodelage des circuits financiers et économiques en Europe et au-delà. Au profit essentiellement des multinationales américaines de l'armement, des hydrocarbures, du nucléaire civil et autres. Nous avons toujours reconnu au peuple ukrainien le droit de se défendre avec les armes de son choix, mais toujours aussi dénoncé le fait que les manœuvres des grandes puissances occidentales n'avaient pas pour but de l'aider, uniquement d'assurer leurs intérêts économiques et leurs profits. La situation l'illustre dramatiquement. Pour les prolétaires d'Ukraine, la seule et vraie arme demeure celle d'une politique de classe par laquelle ils s'adresseraient aux prolétaires et jeunes de Russie, leurs frères et sœurs de classe. Par laquelle ils s'organiseraient eux-mêmes pour le retrait des troupes russes

d'Ukraine en dénonçant explicitement les buts de guerre de Poutine ; mais par laquelle ils dénonceraient aussi les buts économiques et géopolitiques des prétendus alliés occidentaux auxquels Zelensky les soumet. Poutine, l'instigateur de cette guerre meurtrière, mais aussi Biden, Scholz et Macron, de leur côté gros pourvoyeurs de joujoux de guerre, contribuent à une dangereuse militarisation du monde, contre laquelle les travailleurs et les jeunes doivent se mobiliser, en France aussi.

**Troupes russes, hors d'Ukraine !
Pour cela, « Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »**

PAR MICHELLE VERDIER
ET AURÉLIEN PÉRENNA • 05/12/2023

1. En termes de bilan n'existent que des estimations ; celles-ci émanent de l'ONU et de sources américaines fournies par le *New-York Times* du 18 août dernier. Le régime ukrainien ne communique pas sur les pertes militaires.

RAID ANTI-MIGRANTS D'OMON (FORCES SPÉCIALES) AUX ENTREPÔTS WILDBERRIES, ELEKTROSTAL (AGGLOMÉRATION DE L'OBLAST DE MOSCOU), RUSSIE, 25 NOVEMBRE 2023 | CHAÎNE TELEGRAM RCD



RUSSIE DU CÔTÉ DE LA DICTATURE DE POUTINE

Les médias rapportent les mille et une façons dont le régime de Poutine, avec souvent la complicité de capitalistes occidentaux, détourne les sanctions économiques. Dont ces flottes fantômes qui continuent à assurer les bonnes affaires des pétroliers russes. L'agence de notation Bloomberg annonce que « la fortune des oligarques russes a augmenté de 38,6 milliards de dollars en 2023 »¹. Selon des économistes russes critiques : le projet de budget fédéral pour les trois prochaines années « démontre la volonté du Kremlin d'économiser sur tout, sauf sur les dépenses militaires ». Seules les primes à la natalité sont en hausse ! Du côté des travailleurs, ce sont des salaires en baisse, ou non payés, d'où des grèves éparées, en nombre non négligeable².

Pour le reste, c'est surtout la répression contre toute opposition à la guerre. La répression aussi contre le milieu LGBT, que la Cour suprême vient de frapper d'une « interdiction pour extrémisme »³. Et contre le droit à l'avortement - au nom des valeurs de la famille, de l'Église et de la patrie ! - dans un

pays où l'État fondé par la révolution ouvrière et communiste de 1917 avait été le premier au monde à légaliser l'interruption de grossesse, en 1920. Mais c'est sûr que Poutine se dit héritier des tsars, pas de Lénine !

PAR M.V. • 04/12/2023

1. Publié sur le site en ligne ukrainien Strana.

2. Cf. le site *aitrus.info*, site en russe de la Confédération révolutionnaire des anarcho-syndicalistes, syndicat fondé en 1995.

3. Le RCD, mouvement d'extrême gauche russe, proteste contre ce nouveau durcissement de la législation : « La mise hors-la-loi de plus de 10 millions de personnes en Russie, et bien au-delà car il ne s'agit pas seulement de "minorité" [...], porte un coup significatif à la société elle-même, aux liens qui la composent, aux familles, aux divers collectifs, aux groupes majoritaires auxquels nous appartenons tous d'une manière ou d'une autre. »

PALESTINE **Contre le massacre colonialiste à Gaza**

Vendredi matin 1^{er} décembre, fin d'une semaine de trêve, Israël a repris ses bombardements massifs sur la bande de Gaza. Ils avaient déjà fait 15 000 morts depuis le début de la guerre, détruit plus de la moitié des bâtiments dans le nord de la bande, détruit les hôpitaux, provoqué 1,5 million de déplacés, fuyant le nord sous les bombes. Et l'armée israélienne s'attaque désormais au sud de l'enclave, avec sauvagerie, là où elle avait précédemment sommé les populations du nord de se réfugier.

La guerre contre le Hamas n'est qu'un prétexte ; la guerre est menée contre la population palestinienne dans son ensemble. L'objectif du gouvernement israélien apparaît de plus en plus comme l'expulsion de tous les Palestiniens de la bande de Gaza, pour continuer à aller vers cet objectif affiché du projet sioniste d'un « État des Juifs » sur toute la Palestine, de la mer au Jourdain. Mi-octobre, le président égyptien Abdel Fatah al-Sissi avait refusé toute ouverture du poste frontière de Rafah pour éviter l'exode vers l'Égypte de la population gazouïe. Mais il osait dire que Netanyahu n'avait qu'à transférer la population de Gaza dans le désert du Néguev, à l'intérieur des frontières d'Israël. On ne sait pas ce qu'il en sera à la sortie de cette guerre, ou plutôt de ce nouvel épisode sanglant de la guerre permanente de l'État d'Israël contre les Palestiniens. Après encore combien de milliers de morts ? L'État d'Israël profite de la guerre à Gaza pour multiplier aussi ses

colonisations en Cisjordanie avec l'aide de l'armée, au prix de quelques centaines de morts.

Non pas une nouvelle trêve, mais l'arrêt des bombardements et le retrait des troupes israéliennes de Gaza est une première exigence. Mais elle laisserait un territoire en ruine, une paix seulement provisoire et toujours pas le droit de vivre pour le peuple palestinien que les accords dits « de paix » d'Oslo en 1993 ont en réalité enfermé dans un ghetto. L'inversion du rapport de force pourrait venir de la révolte des peuples de la région. Et pourquoi pas d'un sursaut dans la population israélienne elle-même, des jeunes mobilisés qui refusent de jouer le rôle de massacreur qu'on leur demande. Mais les oppositions en Israël à la politique sioniste sont faibles. À ce jour, rien de similaire aux refus d'obéir et désertions qui avaient eu lieu au moins à deux reprises dans le passé, lors de la guerre du Liban des années 1980, et face aux jeunes Palestiniens de la « révolte de pierres » (la première intifada de 1987).

En tout cas, c'est pour les Palestiniens, pour tous les opposants des pays arabes voisins, pour la petite minorité qui, en Israël, lutte contre la politique d'oppression de son État que nos manifestations, ici en France, mais aussi partout dans le monde, peuvent être un encouragement.

PAR OLIVIER BELIN. • 05/12/2023



GAZA, NOVEMBRE 2023 | NAAMAN OMAR, AP/IMAGES

GRANDES PUISSANCES ET DIRIGEANTS ARABES FACE À LA GUERRE À GAZA : POLITIQUE CRIMINELLE ET HYPOCRISIE AU POUVOIR

Dans le soutien apporté à la guerre menée par Israël, Macron détient la palme d'or de l'hypocrisie : le 2 décembre, depuis Dubaï où il était pour la COP 28, il prêchait un peu de modération, « un cessez-le-feu durable », arguant qu'avec « la destruction totale du Hamas » voulue par Israël « la guerre durera dix ans ». Quelques semaines plus tôt, il jetait plutôt de l'huile sur le feu : il proposait de raviver, contre le Hamas, la coalition internationale qui avait été créée en 2014 contre l'État islamique. Ce dont n'avaient l'intention ni les États-Unis, initiateurs de la coalition de 2014, et encore moins les États arabes qui en avaient fait partie.



DÉLÉGATION AMÉRICAINE AU FESTIVAL DES ACCORDS D'ABRAHAM. DUBAÏ, 2020 | DAVID AZAGURY

C'est bien à l'image du soutien inconditionnel qu'apportent les grandes puissances occidentales à la politique d'Israël, tout en exprimant d'un autre côté leur inquiétude que la surenchère du gouvernement d'extrême droite mené par Netanyahu ne finisse par déstabiliser la région. Ainsi, l'un des porte-paroles de la Maison-Blanche, John Kirby, a demandé à Israël de mener ses opérations « de la manière la plus discrète, délibérée, prudente et attentive possible ».

Avec Trump, les États-Unis avaient encouragé Netanyahu à achever la colonisation de la région du Jourdain et à annexer totalement Jérusalem pour en faire la capitale d'Israël. Biden avait garanti qu'il ne reviendrait pas sur ces engagements. Dès le déclenchement de la guerre à Gaza, il a apporté à Israël son appui, dépêchant une flotte au large de ses côtes, à la fois pour assurer un soutien

logistique à l'armée israélienne et pour dissuader les pays voisins de toute tentative d'aide, même symbolique, aux Palestiniens.

Mais en responsables de l'ordre impérialiste dans la région, les États-Unis tablent à la fois sur un Israël surarmé pour servir de flic contre les peuples pauvres, et sur une alliance avec les dictatures de la région. Ils ont poussé ces dernières années au rapprochement entre gouvernements israélien et arabes, ce qui a abouti aux « accords d'Abraham » signés par l'Égypte, la Jordanie, les Émirats arabes unis et Bahreïn, le Maroc et le Soudan. L'offensive d'Israël contre le peuple palestinien bouscule cet échafaudage. Le problème s'est d'emblée posé avec le régime égyptien qui n'a pas la moindre envie de voir arriver sur son territoire plus de deux millions de Palestiniens expulsés de la bande de Gaza par l'armée israélienne, quand bien même les États-Unis

s'engageraient à financer l'installation de camps pour eux dans le Sinaï égyptien. D'autant que le maréchal al-Sissi a déjà à faire face à une population égyptienne elle-même victime de la hausse vertigineuse des prix et qui a toujours vu les Palestiniens comme ses frères. Quant au roi de Jordanie, allié de tout temps des États-Unis, il se trouve face à des manifestations massives de soutien à Gaza dans les principales villes du pays où la population est elle-même en grande partie d'origine palestinienne.

Ces gouvernants du monde arabe se sont retrouvés le 11 novembre à un sommet de la Ligue arabe et, le lendemain, à celui de l'Organisation de la coopération islamique. Ils se devaient d'y condamner « l'agression israélienne ». D'un commun accord ils se sont refusés à élaborer le plan de gestion de l'après-guerre que leur demandait le secré-

taire d'État américain Antony Blinken : c'est-à-dire offrir une solution à Israël pour gérer Gaza ou accueillir eux-mêmes les Palestiniens expulsés. Mais aucun parmi ceux ayant noué des relations avec Israël n'a eu envie de les remettre en cause, et aucun d'utiliser l'arme du pétrole pour faire pression sur Israël. Seul l'Iran, présent au second sommet, y est allé de ses déclarations anti-américaines : pure démagogie d'une dictature dont les principaux responsables participaient aux manifestations pro-palestiniennes dans les rues de Téhéran, histoire de faire oublier les immenses protestations qui ont suivi l'assassinat il y a un an de Mahsa Amini par la police des mœurs ou les grèves qui se sont multipliées face à la hausse des prix et aux salaires impayés.

Si les Palestiniens peuvent attendre un soutien, une solidarité dans la région, c'est de la part des populations en butte à la misère imposée par des régimes dictatoriaux, des populations qui ont su se dresser à l'occasion des Printemps arabes de 2011, de la révolte de 2019 au Soudan ou de celle de 2019-2020 au Liban contre la corruption et le confessionnalisme.

PAR O. B. • 05/12/2023

» SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale :

nouveapartiantcapitaliste.fr



EXTRÊME DROITE

Face à l'extrême droite, des batailles de classe

Depuis des années, dans les médias et dans les rues, des idées violentes rejetées depuis des décennies parviennent à se rendre visibles, y compris au cœur des pays impérialistes. Les discours électoraux de politiciens qui cherchent la réélection se durcissent, alors que des marginaux d'extrême droite deviennent présidents. Au nom du rejet du « système », dont ils sont pourtant fréquemment de pures productions, ces politiciens cherchent à se présenter comme alternative en étant aussi corrompus que leurs prédécesseurs, et tout aussi inefficaces à résoudre les problèmes des classes populaires – il faut dire que leur efficacité se tourne exclusivement vers la satisfaction des besoins des classes dirigeantes.

Ces politiciens d'extrême droite, qui perçaient à intervalles réguliers depuis des décennies, se maintiennent désormais en position de force, voire gagnent une influence électorale et parfois militante. Leur force exprime une certaine déstabilisation du système mis en place par les grandes puissances. Mais, sur tous les continents, contestations populaires et révoltes de masse dénoncent le personnel politique, les régimes, l'explosion des inégalités et la pauvreté. Face à l'extrême droite, les luttes sont devant nous.



MARCHE DES SOLIDARITÉS. | PARIS, DÉCEMBRE 2022 | HERMANN CLICK

L'Amérique latine : un laboratoire de cauchemars

Le continent latino-américain a souvent expérimenté les solutions autoritaires avec une solide tradition d'intervention de l'armée dans la lutte contre le mouvement ouvrier, mais aussi d'escadrons de la mort, puis de cartels de la drogue pour réprimer toute contestation sociale du Mexique à la Patagonie. Mais, depuis moins d'une décennie, un phénomène nouveau prend de l'ampleur : celui d'une ascension électorale de courants réactionnaires contre l'échec des gouvernements de gauche.

LA PEUR DU DÉCLASSEMENT, UN MÉLANGE DE MYSTICISME ET DE RÉSEAUX SOCIAUX...

La victoire de Trump en 2017 a fourni un modèle, celui d'une contestation d'extrême droite mêlant milieux populaires oubliés par les grands partis, une petite bourgeoisie empêtrée dans ses factures et une grande bourgeoisie en quête de repli national, avec des discours nationalistes, dénonçant les droits des femmes et des minorités sexuelles, le tout avec une bonne louche de complotisme, un zeste de Christ au rabais, et beaucoup de « réalité alternative » sur les réseaux sociaux et dans des groupes de presse aux mains de riches propriétaires. Derrière cette coalition électorale fleurissent des groupes paramilitaires défiant l'autorité de l'État central. De Bolsonaro au Brésil, battu de peu il y a deux ans, à Bukele au Salvador, Milei en Argentine aujourd'hui et peut-être demain Kast au Chili, l'extrême droite utilise les mêmes méthodes, use des mêmes soutiens, qu'elle soit dans l'opposition ou aux commandes. Au Chili, J.A. Kast, issu d'une famille de Waffen SS, s'est hissé sur les ruines de la gestion de la gauche. Non seulement il a su profiter de l'incapacité de la gauche à changer la vie des milieux populaires, mais il a réussi à récupérer le processus constituant suite à l'ex-

plosion sociale de 2019. Certes, le projet de nouvelle Constitution innovait dans tous les domaines, mais il gardait sous silence la question sociale ; dès lors, le choix constituant s'est transformé en plébiscite contre le gouvernement de gauche de Boric. Au Brésil, les successeurs de Bolsonaro jouent le pourrissement de la situation et misent sur l'échec du réformisme sans réformes de Lula, président de gauche au pouvoir depuis 2022 : ils font feu de tout bois, attisent l'insécurité, jouent les pouvoirs locaux contre la capitale, mènent des campagnes homophobes et transphobes, des attaques contre le droit à l'avortement, contre la théorie de l'évolution. Dans ces deux pays, l'extrême droite n'a pas besoin de parader ouvertement, les groupes fascistes s'organisent directement au sein de l'armée et de la police militaire. L'extrême droite gagne la bataille des idées sans difficultés face à une gauche aphone et sans le moindre projet social. Au pouvoir au

Salvador, Bukele, qui a commencé sa carrière à gauche au FMLN¹, mène des campagnes scénarisées sur les réseaux sociaux et les chaînes de télévision² contre la violence des gangs, avec le consentement d'autres gangs pour terroriser la population et la submerger de désinformation continue.

... POUR DISCIPLINER LA SOCIÉTÉ.

Mais ce tournant autoritaire, pour l'instant limité aux urnes, n'est pas seulement une réponse violente au vide politique laissé par la gauche. Les gouvernements du Mexique et de la Bolivie sont en difficulté dès la moindre tentative de réguler les mécanismes du marché ; l'échec des révoltes populaires mobilisant des centaines de milliers de manifestants dans des confrontations violentes en Colombie, au Chili et au Pérou a été un avertissement vite compris par les milieux conservateurs. Cette nouvelle expression électorale d'extrême droite est leur

première réponse. Dans la lutte commerciale mondiale des matières premières, avec toujours davantage d'inégalités et une croissance faible, les bourgeoisies latino-américaines ont besoin de discipline et les marchés leur font confiance : contrairement à ce qui s'est passé dans le reste du monde en 2022, les investissements directs étrangers ont augmenté de 55 % dans le continent.

PAR TRISTAN KATZ • 04/12/2023

1. Front Farabundo Martí de libération nationale, mouvement de guérilla se réclamant du marxisme, en fait nationaliste de gauche.

2. Son alliance avec les grands groupes de presse Telecorporación Salvadoreña, el Diario de Hoy, la Prensa Gráfica et el Mundo rend l'exercice facile avec 70 % des recettes publicitaires des médias sous leur contrôle.

À lire sur notre site Internet

ARGENTINE : UN NOUVEAU GOUVERNEMENT, DES DÉFIS PLUS GRANDS



L'Argentine est connue du monde militant pour ses réussites en matière de droits de l'homme, des courants lutte de classe dans les syndicats, la rébellion de 2001, les avancées des droits LGBT, l'obtention du droit à l'avortement. Il pourrait donc paraître surprenant que l'élection présidentielle ait été remportée pour la première fois par Javier Milei, d'extrême droite. Pourquoi ? Quels sont les projets du nouveau gouvernement ? Quels sont les défis pour le Front de gauche-Unité (FIT-U) ?

Sur l'extrême droite en Amérique du Sud, Milei et les tâches des révolutionnaires, retrouvez cet article sur notre site, par Gustavo García, militant de la LIS dans le NPA.

nouveaupartianticapitaliste.fr/argentine-nouveau-gouvernement



La peste brune européenne : de leurs urnes à nos rues ?

En 2002, Jean-Marie Le Pen, content de lui, disait : « *Tout le monde parle comme moi, je me suis normalisé.* » Les ministres macronistes qui, face à l'élan de solidarité pour Gaza, manifestent aux côtés de sa fille et de Zemmour pour soutenir Netanyahu, semblent tout faire pour concrétiser son rêve. Une alliance avec l'extrême droite face aux contestations politiques qui pullulent en Europe.

L'EXTRÊME DROITE PROGRESSE... MAIS LA CONTESTATION SOCIALE AUSSI

La Hongrie d'Orbán n'est pas un pays fasciste ou une dictature militaire : formellement, le régime s'est maintenu et des élections ont lieu. Toutefois, les libertés, ciblées tant par l'État que par des gros bras, se réduisent : libertés politiques des opposants de gauche ou même des magistrats et journalistes, libertés des minorités de tout genre : Roms, immigrés, LBGT. Leur « illibéralisme » a des conséquences sur la classe ouvrière : un droit du travail miné, des protections syndicales drastiquement réduites. Mais depuis plusieurs années, la Hongrie connaît aussi des contestations sociales que la presse présente comme les plus importantes depuis 1989.

En Pologne, le parti Droit et justice (PiS), quand il était au pouvoir, s'affichait ouvertement comme allié d'Orbán et usait pour partie de la même rhétorique chrétienne. Il

s'est permis de réduire considérablement les conditions légales d'avortement... et a fait descendre dans la rue une vague féministe qui a duré des années ! Se rendant en grand nombre aux urnes, de jeunes Polonais l'ont récemment écarté du pouvoir. Ces politiciens sont certes utiles pour certaines franges du patronat européen, mais n'ont rien à proposer aux travailleurs et à la jeunesse ! En Slovaquie, la coalition gouvernementale, dominée par l'extrême droite, qui vient de se mettre en place peut bien placer un climatocceptique au ministère de l'Environnement, cela ne fera pas augmenter les salaires.

LES DIGUES SAUTENT ? AUTORITARISME ET COGESTION

Dans les pays impérialistes, la montée de l'extrême droite a mené les partis traditionnels à des concessions politiques et à un partage du pouvoir via des coalitions. C'est ainsi que, aux Pays-Bas, l'extrême droite a réalisé une poussée électorale, après une

campagne marquée par des discours xénophobes venus du centre, et pourrait accéder au gouvernement. Son succès a été directement favorisé par tous ceux qui ont repris à leur compte les thèmes qu'il a mis en avant. Au-delà des discours, on trouve des politiques anti-immigrés que droite classique et gauche ne craignent pas de mettre en œuvre, au Royaume-Uni, au Danemark ou en Allemagne. Tandis que le Premier ministre britannique présente un plan anti-immigration, outre-Rhin, ce sont les sociaux-démocrates au pouvoir qui durcissent les conditions d'asile, renforcent les prérogatives des flics, étendent les durées des rétentions.

En Suède, les « démocrates suédois », organisation lancée par des néo-nazis avant de se « contenter » d'incarner un parti anti-immigrés, ont réussi à s'imposer par les urnes dans une coalition de droite. En Italie, le « pas d'ennemi à droite » a fait passer Meloni d'un poste de sous-ministre de Berlusconi à celui de dirigeante de l'Italie qui prétend « changer de régime ». Un changement dans la continuité de l'austérité. En compagnie de ses amis de droite, Meloni promettait lors de sa campagne d'abroger une réforme des retraites introduite en 2011 et repoussant souvent de cinq ans l'âge de la retraite. Une fois au pouvoir... elle prévoit d'alourdir les pénalités financières contre celles et ceux touchant leurs droits à la retraite avant 67 ans.

En France, le Rassemblement national se normalise à grande vitesse. Au Parlement, les élus, du centre à l'extrême droite, jouent aux enchères les pires mesures d'une nou-

velle loi immigration, tandis que des députés de la France insoumise font mine de vouloir « revenir à un texte discutable ». Comme s'il pouvait y avoir des discussions avec ceux qui courent après l'extrême droite ! Il faut reprendre la rue, c'est là que nous ferons reculer les gouvernements, peu importent leurs étiquettes.

PAR CHRIS MICLOS • 03/12/2023

IMMIGRATION, RACISME ET ISLAMOPHOBIE AU CŒUR DU « POPULISME »

Sous des variantes xénophobes multiformes, le racisme s'exprime directement dans les grands médias. Les rhétoriques suprémacistes, comme celle du « grand remplacement », qui les sous-tendent ont des conséquences immédiates : les ratonnades. Mises en scènes par des groupes de nervis comme ce fut le cas dans la Drôme, celles-ci pourraient prendre une tout autre ampleur.

Le discours raciste et xénophobe de tous les « populistes » est tellement partagé qu'il ne les caractérise même plus ! Encouragé par l'État et les politiciens dans l'essentiel des pays d'Europe, le racisme vient d'abord d'en haut.

PAR C.M. • 04/12/2023

COMMENT LUTTER CONTRE L'EXTRÊME DROITE ?

Le racisme, le sexisme et la LGBTphobie sont intrinsèquement liés au système capitaliste, qui prospère en engendrant misère, inégalités, frustration... L'aiguinement des tensions inter-impérialistes, la course aux armements, le repli national avec les politiques de « patriotisme économique » favorisent le développement des idées nationalistes et réactionnaires. En France, c'est bien Macron et Darmanin qui font voter la loi raciste « asile-immigration ». Depuis 30 ans, les gouvernements successifs de droite, mais aussi de gauche, ont mis en place des politiques anti-ouvrières et anti-immigrés.

Prétendre lutter contre l'extrême droite en préservant le système capitaliste, à l'origine de toutes les divisions, est au mieux une chimère, au pire un mensonge pour ramener les travailleurs dans le giron des partis institutionnels. L'illusion du « front républicain » contre l'extrême droite, de l'appel à voter Chirac puis Macron, a permis de légitimer des candidats de plus en plus réactionnaires, appliquant une politique toujours plus violente et plus raciste. In fine cela n'aboutit qu'à renforcer l'extrême droite.

Lutter contre celle-ci, c'est au contraire combattre ces discours nationalistes, « républicains », affirmer un programme internationaliste, d'unité de tous les travailleurs. Lorsque



MARCHE CONTRE L'EXTRÊME DROITE. | PARIS, JUIN 2021 | HERMANN CLICK

notre classe reprend l'offensive avec ses propres armes, les Le Pen, Bardella, Zemmour et autres disparaissent des plateaux TV. Comme cette année contre la réforme des retraites, quand le RN et ses satellites groupusculaires se sont révélés pour ce qu'ils sont : des défenseurs farouches de l'ordre bourgeois.

Évidemment, seules des grèves et des manifestations ne suffiront pas pour que l'extrême droite disparaisse. Sa fonction première consiste à s'en prendre au mouvement ouvrier organisé. Au printemps, des groupes comme l'Action française attaquaient ainsi des piquets de grève sur les universités, et lors de la grève à l'usine Vertbaudet, ce sont aussi des militants d'extrême droite, en lien avec les flics, qui ont fait le coup de poing contre les militants CGT. La progression électorale de l'extrême droite ces dernières années lui donne de plus en plus confiance pour mener de telles opérations.

C'est bien de ce point de vue que se pose la question de l'unité de notre camp social. Une unité non pas sur un terrain

institutionnel, derrière un énième candidat défendant le système capitaliste. Mais dans les luttes. Les camps sociaux sont de plus en plus marqués. En témoignent la recrudescence des grèves et révoltes populaires d'un côté, l'intensification de la répression de l'autre. La montée de l'extrême droite traduit le raidissement des classes dirigeantes. Ces mobilisations populaires ouvrent des possibilités pour construire une force révolutionnaire apte à proposer une politique de classe. Même si l'extrême droite a pris de l'avance, tout reste possible pour organiser les travailleurs, construire une unité pour faire face aux attaques de nazillons, faire reculer les idées nauséabondes, mais également pour combattre le gouvernement, le patronat et toute leur politique anti-sociale et anti-ouvrière. La lutte des travailleurs se heurtera inévitablement à la montée de l'extrême droite. Autant se préparer à rendre coup pour coup.

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 05/12/2023

AUTOMOBILE

PSA POISSY : CONTRE LA SUPPRESSION MASSIVE DE POSTES

Mardi 14 novembre, 80 salariés ont débrayé pendant 2 heures 30 et ont paralysé la production. Auparavant, sur plusieurs jours, un total de 450 salariés s'étaient réunis pendant les pauses contre la suppression de centaines de postes et les heures supplémentaires.

En cause : la décision brutale de la direction de passer de trois équipes de production sur toute l'usine (matin, après-midi, nuit) à deux équipes avec une production désynchronisée : matin et nuit pour les secteurs ferrage-peinture, matin et après-midi pour le montage. Annoncée officiellement le 13 novembre, cette organisation est appliquée dès le 28 novembre : 15 jours après ! Ce passage en force bouleverse la vie des salariés : perte de poste, problème de garde d'enfants, de transport, perte de la prime de nuit...

Début novembre, il y avait 2500 CDI, 80 CDD, 425 intérimaires. Fin novembre, en une semaine, autour de 300 intérimaires ont donc été virés, et selon la direction, il y aurait 350 CDI en sureffectif. Dans les prochaines semaines, d'autres dizaines d'intérimaires et CDD ne seront pas non plus renouvelés, des dizaines d'emplois de sous-traitants sont menacés et la direction propose avec insistance plus de 400 postes temporaires aux CDI sur d'autres sites PSA en France... avec une incertitude sur les conditions de retour. Pour la direction, le sureffectif n'empêche pas les

heures supplémentaires : le passage à deux équipes s'accompagne de deux ou trois samedis travaillés chaque mois pour la plupart des salariés et de deux dimanches pour les autres restés en nuit.

Pour toute justification, la direction annonce une baisse des ventes de voitures, surtout électriques : passage de 14 000 voitures produites par mois (25 % d'électriques) à 11 000 (13 %). La direction a fait le choix de garder une production de nuit, car EDF donne de l'argent sur ces plages horaires ! Elle dit qu'en juin, elle se poserait le problème de passer à moins de deux équipes (une ou une et demi ?). À ce jour, les ouvriers ne savent pas si nous allons vers une fermeture de l'usine pour 2027 ou vers une reconfiguration du site pour un nouveau véhicule avec beaucoup moins d'effectifs. Quoi qu'il en soit, le but de cette nouvelle organisation est d'augmenter la rentabilité, en exploitant encore plus les salariés restants tout en faisant moins de voitures. À quoi les ouvriers grévistes ont répondu : « S'il y a moins à produire, alors stoppons les heures sup' obligatoires, maintenons tous les postes, toutes les équipes et exigeons la baisse de la cadence ! »

CORRESPONDANTS • 02/12/2023

LA CRÉATION DE RENAULT AMPERE : UNE MACHINE DE GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Succédant à Carlos Ghosn à la direction de Renault en 2020, Luca de Meo avait promis une « Renaultion ». Ce 1^{er} novembre, la promesse a pris la forme d'un démantèlement du groupe Renault avec la séparation entre les activités sur les véhicules électriques de celles sur les véhicules thermiques et hybrides. Pour Renault, « devenu une machine à faire du cash », selon les mots de son PDG, il s'agit de faciliter les levées de fonds auprès des actionnaires pour financer le développement de chaque entité séparément.

Mais pour les travailleurs, cela se matérialise d'abord par le démantèlement de leur collectif de travail en cinq entités séparées, dédiées chacune à une activité spécifique. Celle consacrée aux véhicules électriques devient quasi exclusive en France tandis que celle concernant les activités thermiques et hybrides est totalement délocalisée hors de France. Mais cette désintégration de Renault va plus loin puisque l'explosion s'opère au sein même de chacune des cinq filiales qui en résultent : sur un même site, les travailleurs se trouvent désormais éclatés entre les diverses filiales nouvellement créées. Chacune regroupe par ailleurs des travailleurs répartis sur plusieurs sites. À l'usine de Cléon, par exemple, les 3 240 travailleurs sous contrat Renault ont été répartis dans quatre entreprises distinctes. Même dispersion à Lardy ou à Guyancourt.

Cette politique d'émiettement de la force de travail s'accompagne de la dénonciation de tous les accords collectifs existant. Elle permet à la direction de modifier les rapports de force syndicaux là où ils lui étaient défavorables, là où la combativité des travailleurs restait forte. Mais de plus, elle prépare de nouvelles attaques majeures contre les conditions de travail et l'emploi. Le 8 novembre, De Meo a donné le ton à l'occasion de son show de présentation d'Ampere, sa filiale électrique : « On a besoin d'excellence et d'engagement. En face de nous, les Chinois, ils bossent de 9 heures du matin à 9 heures du soir, six jours par semaine. C'est pas sorcier, il va falloir travailler beaucoup, il va falloir beaucoup de productivité pour les battre. » Et pour être encore plus clair, il ajoutait : « Soit vous gagnez la guerre, ou ce sera game over. » Reste aux travailleurs de Renault et aux militants et équipes syndicales combattives à trouver les moyens de rassembler tous les travailleurs, et dans chaque site indépendamment de ses découpages, entreprises différentes ou entre maison mère et sous-traitants, de susciter des mobilisations sur les questions qui les rassemblent, malgré les divisions voulues par De Meo.

PAR RÉGIS LOUAIL • 03/12/2023

>>> ARTICLE COMPLET SUR LE SITE
nouveupartiantcapitaliste.fr/re-
hault-ampere



TRANSPORTS GRÈVE À TRANSDEV VILLEPINTE ET TREMBLAY : DES DÉBUTS ENCOURAGEANTS !

Les conducteurs de bus de Transdev Nord Seine-Saint-Denis sont en grève depuis le 4 décembre : une centaine sur environ 500 salariés. Depuis deux jours, une dizaine de lignes sont quasiment paralysées. Les non-grévistes ne sont par ailleurs pas pressés de rejoindre un réseau bondé et des usagers en colère devant les perturbations du trafic... Faire entrer plus de non-grévistes dans ce mouvement est un des enjeux : ça pourrait avoir un bien plus grand effet sur le réseau et sur le patronat. Celui-ci envoie les flics qui, malgré leur réputation bien méritée dans le 93, se plaignent avec les conducteurs au sujet de la majoration des heures supplémentaires !

Cette nouvelle entité Transdev est née de la fusion de la TRA et de Keolis CIF dans le cadre de l'ouverture à la concurrence. Comme ailleurs, ce sont les salaires et conditions de travail qui préoccupent les conducteurs. Les lignes desservies par ces dépôts traversent les quartiers parmi les plus populaires du 93. Mais c'est surtout une série d'avantages acquis par les luttes passées, différents entre les deux anciennes entités, que Transdev entend attaquer. Les conducteurs actuels verraient certaines primes disparaître pour une prime différentielle calculée sur les 12 derniers mois seulement, leurs salaires gelés pour des années quand leurs rémunérations actuelles (avec les majorations d'ancienneté) sont supérieures à ce que le minimum conventionnel prévoit. Alors il faudra

CORRESPONDANTS



plus de grévistes pour faire plier Transdev... mais cette grève dans une des entreprises de transport public parmi les plus importantes de la région parisienne est riche de ses possibilités d'extension.

PAR PHILIPPE CAVEGLIA • 05/12/2023

GRÈVE HISTORIQUE AU CASI SNCF DE NORMANDIE

70 % de grévistes durant trois jours au Comité des activités sociales culturelles et sportives interentreprises de la SNCF de Normandie, des actions communes menées par les salariés des sites de Rouen-Sotteville et de Caen : là jamais vu ! Pour les salariés du Casi, ras-le-bol des bas salaires et des conditions de travail dégradées. La colère s'est renforcée avec l'annonce que la direction de la SNCF n'allait accorder « royalement » que 1,8 % d'augmentation de salaire pour 2024. Et quand, en plus, les élus syndicalistes gérant le Casi ont refusé de les recevoir, ça a piqué ! « On est pourtant toutes et tous syndiqués au Casi... alors, il ne faut pas faire l'autruche et écouter les revendications des camarades grévistes ! » Au bout de trois jours de grève et de franche sympathie des cheminots pourtant privés de cantine, les salariés du Casi ont obtenu des améliorations sur leur déroulé de carrière et du matériel nécessaire à l'amélioration des conditions de travail. Petites victoires ? Mais arrachées par la lutte ! Et ça donne envie de poursuivre. D'ailleurs la « grève des confiseurs » a été déclarée par les salariés : il n'y aura pas de repas de Noël dans les trois restos SNCF de Normandie. En janvier, selon le résultat des NAO, la grève pourrait bien repartir « Casi-ment » de plus belle !

CORRESPONDANT • 05/12/2023

SOIGNANTES POUR GAZA

Nous, soignantes, sommes solidaires des Gazaouis ! Les salles de soins ne sont pas des champs de bataille !

Les images d'hôpitaux de Gaza attaqués par l'armée israélienne ont fait le tour du monde et les dénonciations se sont multipliées. En Australie ou aux États-Unis ont été vues des banderoles d'hospitaliers dénonçant ces exactions. Même à Tel Aviv, malgré les intimidations, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés pour dénoncer les bombardements d'hôpitaux. À Lyon, devant l'hôpital Édouard-Herriot, près d'une centaine de soignants se sont rassemblés à l'appel de FO le 16 novembre.

Malgré quelques prises de position locales courageuses, l'absence d'initiatives notamment syndicales a pesé lourd face aux intimidations du gouvernement. Qu'à cela ne tienne, quelques hospitaliers de région parisienne dont des camarades du NPA, des militants syndicaux, d'anciens de collectifs de lutte dans la santé de ces dernières années se sont réunis dans un collectif : Soignantes pour Gaza. Recevant beaucoup de soutien sur les réseaux sociaux, le groupe a été spontanément rejoint par des soignantes à la recherche d'un cadre pour se mobiliser, convaincre des collègues et se rendre visible. Outre l'organisation de quatre cortèges dans les mani-



CORRESPONDANTE

festations parisiennes, le collectif a tenu trois réunions débouchant sur des appels et prévoit de devenir national.

Le 25 novembre, alors que les cortèges solidaires du peuple palestiniens et féministes étaient mêlés à l'occasion de la journée internationale contre les violences de genre, notre écho a été démultiplié : de nombreuses soignantes manifestaient dans des cortèges féministes et souhaitaient prendre contact. Quoi de mieux que d'être plus nombreuses pour affirmer, comme le concluent les appels du collectif :

« Nous n'avons rien à voir avec les dirigeants de ce monde. Même en Israël, où le racisme d'État fait des ravages, des milliers de travailleur.euses de la santé palestiniens et israéliens travaillent ensemble. Affirmons haut et fort qu'en France les travailleur.euses de la santé n'ont rien à voir avec la caution donnée par Macron aux massacres. »

CORRESPONDANTE • 04/12/2023

SANTÉ UN TRAMWAY NOMMÉ DÉLIRE

À l'hôpital psychiatrique de Caen, c'est non sans stupeur que les patients et les 1200 salariés ont appris que le tramway traverserait l'établissement. 85 lits seront isolés du reste des autres bâtiments. Peu importe les nuisances durant les travaux, la sécurité, le soin... En guise de protection des patients et le plus sérieusement du monde, la construction d'un « haut mur » est évoquée !

Bien sûr un autre tracé était possible, mais il eût fallu que le tram traverse un quartier historiquement bourgeois de la ville. A cela la mairie a fait un choix de classe sans classe, avec évidemment la complicité de l'ARS et de la direction. A croire qu'ils déraillent ! Que vont devenir ces 85 patients, les soignants et les tous les autres agents, alors que des lits ferment en cascade ici et partout sur le territoire ? Apparemment, ce n'est que secondaire au regard d'intérêts bien éloignés de l'intérêt général. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les travailleurs de cet hôpital ne pourront compter que sur leur force collective pour stopper ce projet inique - et quelques autres. En la matière, ils ont un certain savoir-faire, comme ils l'ont démontré régulièrement ces dernières années dans des mobilisations massives.

CORRESPONDANT • 03/12/2023

I-ROBOT À LA SNCF ?

Orion, nouveau logiciel de gestion et de programmation des journées de travail des conducteurs de train, est déployé depuis le 1^{er} novembre sur la gare Saint-Lazare, site « pilote » transformé en crash-test grandeur nature. Lenteur astronomique, bugs en tout genre, non-respect des accords locaux en termes de durée et d'organisation des journées de travail, modifications au dernier moment : les conditions de travail sont devenues impossibles pour les conducteurs et les gestionnaires de moyens (les salariés chargés du planning des conducteurs). Et pour les usagers, c'est la pagaille avec des trains supprimés à la pelle.

La faute à la technologie ? Plutôt un exemple de « progrès » à la sauce patronale tourné contre les travailleurs. Car Orion n'a pas du tout été conçu pour faciliter le travail des gestionnaires de moyens mais pour per-

mettre des suppressions de postes : à quoi bon garder des salariés si un logiciel fait tout à leur place ? Logiciel qui a le chic de rester esclave de sa programmation patronale et de ne jamais se rebeller... Quant à la manière de se servir des 700 conducteurs de Saint-Lazare comme des cobayes alors que rien n'exigeait la mise en place immédiate d'un logiciel si défaillant, elle montre à quel point les patrons ont le sens du sacrifice... des autres !

Deux journées de mobilisation réussies, le 21 puis le 30 novembre, ont montré le niveau de colère chez les conducteurs et une nouvelle grève est d'ores et déjà prévue pour le 11 décembre. Une mobilisation qui s'amplifie contre Orion et, surtout, contre les patrons qui se cachent derrière !

CORRESPONDANTS • 03/12/2023



» Retrouvez sur notre site un article complet sur l'impact de l'intelligence artificielle sur le travail et l'emploi :
CHATGPT A UN AN : DÉJÀ DES MILLIERS DE LICENCIEMENTS

nouveapartiantcapitaliste.fr/chatgpt-a-un-an-deja-des-milliers-de-licenciements

» SUR NOTRE SITE INTERNET

Plus d'articles et de brèves des premières lignes à lire :
nouveapartiantcapitaliste.fr



Stoppons la censure contre le NPA et le NPA Jeunes !

Les plateformes Instagram et Twitter ont suspendu unilatéralement et sans préavis les comptes nationaux et locaux des organisations politiques NPA et NPA-Jeunes à partir du 10 novembre 2023. Cette mesure est inacceptable et rien ne peut la justifier.

Nous appelons donc à signer massivement la pétition :



stopcensurenpa.jesigne.org



MEETING DU NPA. | PARIS, NOVEMBRE 2023 | HERMANN CLICK

PRÈS DE 300 AU MEETING PARISIEN DU NPA LE 23 NOVEMBRE !

Dans une atmosphère jeune, chaleureuse et combative, nos intervenants, étudiante, professeure des écoles, ouvrier de l'automobile, syndicaliste de la Poste, se sont exprimés sur l'actualité liée aux mobilisations contre les massacres en Palestine, à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux luttes pour l'augmentation des salaires.

» Retrouvez toutes les interventions à ce meeting sur :



nouveauanticaliste.fr/en-videos-interventions-du-meeting-du-npa-a-paris-du-23-novembre-2023

25 NOVEMBRE : DE PARIS À GAZA, SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE !

Cette année encore, des milliers de femmes et d'hommes, de tous âges, se sont retrouvés dans la rue pour dire stop aux violences sexistes et sexuelles le 25 novembre. Depuis le début de l'année 2023, on comptabilise plus de 115 féminicides et 94 000 femmes ont été victimes de viol ou tentatives de viol. Voilà le résultat d'une organisation sociale qui repose sur l'enfermement des femmes dans une situation de dépendance et de vulnérabilité économique, à la maison comme au travail.

Mais cette année a aussi été marquée par des manifestations de soutien à la Palestine, où les femmes et les enfants ne représentent pas moins de 67 % des 14 000 tués. Le NPA, ses militants et militantes étaient présents pour crier haut et fort : « Violences sexistes, violences du monde capitaliste ! De Paris à Gaza, unissons nos combats ! »



MANIFESTATION CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES. | PARIS, NOVEMBRE 2023 | HERMANN CLICK

Rencontres locales ouvrières à Lyon : pourquoi et comment les militants révolutionnaires en entreprise doivent-ils être féministes ?

Dimanche 3 décembre, douze travailleurs, jeunes militants ou plus aguerris, se sont réunis à Lyon dans le cadre de « rencontres locales ouvrières » organisées par le NPA. Cheminots, conducteurs de bus, travailleurs de l'industrie pharmaceutique et électronique, de l'administration territoriale ou encore de la santé. Le thème du jour : le féminisme dans leur activité syndicale et politique sur leur lieu de travail.

Après un exposé des origines anciennes de l'oppression des femmes dans la société, et le constat que le capitalisme l'avait non seulement perpétuée, mais instrumentalisée, nous avons vu comment le mouvement ouvrier révolutionnaire s'était posé le problème de l'émancipation des femmes au cours de son histoire. Parfois niées, souvent renvoyées

à un avenir lointain, les revendications féministes et les femmes elles-mêmes ont dû s'imposer au sein du mouvement ouvrier, soutenues par des militants comme August Bebel, Clara Zetkin, Alexandra Kollontai. C'est d'ailleurs en Russie, grâce à la révolution de 1917, que les avancées ont été le plus loin, avant que le stalinisme ne fasse machine arrière. Le natalisme et le virilisme du PCF ont été rappelés, avant d'évoquer le mouvement féministe des années 1970 et le coup porté aux bourgeois et aux machos de droite comme de gauche par la candidature d'Arlette Laguiller en 1974, première ouvrière et première femme à se présenter à l'élection présidentielle.

C'est dans ce cadre que nous avons pu nous poser les problèmes concrets auxquels

nous sommes confrontés au travail, et dans notre militantisme quotidien. Comment les militantes doivent-elles s'imposer dans des syndicats encore très masculins ? Comment se saisir des quelques lois « égalitaristes » tout en dénonçant leurs limites et leur hypocrisie ? Comment lutter contre les préjugés sexistes et homophobes qui gangrèment, sous prétexte d'humour, jusqu'à certains tracts syndicaux, sans verser dans le moralisme stérile ? Pourquoi cette sexualisation des rapports de domination dans le langage (« baisser son pantalon », « sucer le patron », etc.), loin de lutter contre la domination patronale, dégrade l'image de cette moitié féminine de l'humanité et de la classe ouvrière, par la confusion entre sexualité « passive », soumission, et sexualité subie ? Et bien sûr,

nous avons échangé sur la manière dont les révolutionnaires devaient intervenir face aux cas de violences sexistes et sexuelles, qui pourraient encore la vie de trop de travailleuses, mais aussi de militantes dans les organisations syndicales. Pour finir, nous avons abordé la manière dont cette question féministe était combattue par la vieille bureaucratie syndicale héritée du stalinisme pour mettre en scène sa fausse radicalité, et instrumentalisée par la nouvelle, qui sous prétexte de « modernisme », tente de reléguer la lutte de classe au second plan.

CORRESPONDANTS • 04/12/2023

Les premiers chrétiens étaient-ils communistes ?

Les Évangiles font dire tout et son contraire à Jésus et ses amis... D'un côté il faudrait « rendre à César ce qui appartient à César », « tendre l'autre joue »... Ce discours d'adaptation au pouvoir, celui de l'Empire romain à l'époque, et aux autres ensuite, est une facette qui plaît aux Églises. Mais en 1908, Kautsky¹ rappelait la « furieuse haine de classe contre les riches » de certaines paroles prêtées à Jésus : « Vous les riches, pleurez à grand bruit sur les malheurs qui vous attendent ! Votre richesse est pourrie [...] ; votre or et votre argent rouillent, et leur rouille servira contre vous de témoignage, elle dévorera vos chairs comme un feu » (Jacques 5, 1-6), ou la célèbre « parole divine » : « Il est plus facile à un chameau d'entrer par un trou d'aiguille qu'à un riche d'entrer dans le Royaume de Dieu » (Luc 18, 25).



LE BANQUET EUCHARISTIQUE. CATACOMBES DE SAINT-CALIXTE, ROME

de Jésus animent les premiers judéo-chrétiens. Les Actes des Apôtres nous décrivent ainsi la « communauté des biens » en vigueur à Jérusalem : « Tous ceux qui croyaient vivaient ensemble, et ils avaient tout en commun. », « Ils vendaient leurs terres et leurs biens, et ils en partageaient le prix entre tous, selon les besoins de chacun. » (Actes 2, 44-45), « nul ne considérait comme sa propriété l'un [...] de ses biens », « Nul parmi eux n'était indigent [...] ceux qui se trouvaient possesseurs vendaient, apportaient le prix des biens » (Actes 4, 32-35)². La communauté vit de dons librement consentis, de ventes de terrains et maisons. On vit sous le même toit, les repas sont pris en commun, et les biens partagés. Les fidèles sont des esclaves, travailleurs, femmes... « Le mouvement des opprimés » analyse Engels, une communauté « au caractère prolétarien »

pour Kautsky. Ernest Renan, dans sa monumentale Histoire des origines du christianisme, ira jusqu'à comparer les premières communautés chrétiennes aux sections de la Première Internationale !³ Si Rosa Luxemburg voit en ces chrétiens des 1^{er} et 2^e siècles « de fervents partisans du communisme », propagateurs de réformes sociales, elle remarque justement que ce « communisme » ne repose nullement sur la propriété collective des moyens de production et d'échange, et reste « basé sur la consommation de produits tout prêts et non pas sur le travail »⁴, d'où son incapacité à transformer la société, à abolir les inégalités et classes sociales. Les premières communautés chrétiennes étaient très probablement tiraillées entre la nécessité de mobiliser leurs partisans dans un esprit de résistance et celle de se stabiliser

et donc de s'adapter : la fin des temps ne venant toujours pas, le besoin de pérennité et d'organisation des communautés amenant hiérarchie, professionnalisation, conduira progressivement à gommer les aspects collectivistes et de résistance du christianisme primitif. Les persécutions frapperont. Les pères de l'Église maintiendront certains préceptes, l'état de vie monastique s'enracinera, Paul de Tarse (saint Paul) achèvera de faire du christianisme une religion au service des propriétaires, sanctifiant l'esclavage, ordonnant aux Éphésiens : « Vous, serviteurs, obéissez à ceux qui sont vos maîtres selon la chair, avec crainte et avec respect, dans la simplicité de votre cœur, comme à Jésus-Christ même. »⁵ Et aux Romains : « Que tout le monde soit soumis aux puissances supérieures [...]. Celui donc qui s'oppose aux puissances résiste à l'ordre de Dieu. »⁶ Et l'Église s'institutionnalisera en s'intégrant dans l'Empire romain.

PAR S. RAMBOZ • 05/12/2023

Ces contradictions ne sont pas si étonnantes : les plus anciens textes bibliques sur la vie de Jésus et des premières communautés chrétiennes datent de plusieurs décennies après les faits censés être rapportés. Les expériences et doctrines des premières communautés chrétiennes étaient assurément multiformes, ont évolué dans le temps et étaient diverses en fonction des régions.

Après la disparition de Jésus, ses disciples sont persuadés de l'imminence de la fin des temps. Comment continuer sa vie comme si de rien, alors que l'on connaît de son vivant l'avènement du Royaume de Dieu ? Espérances de proche fin du monde et préceptes

1. Les Origines du christianisme, Karl Kautsky (1908).
2. Toutes les citations proviennent de la Traduction œcuménique de la Bible (édition 2015).
3. « Si vous voulez vous faire une idée des premières communautés chrétiennes, regardez une section locale de l'Association internationale des travailleurs. »
4. Église et socialisme, Rosa Luxemburg (1905).
5. Paul, Épître aux Éphésiens, VI, 5.
6. Paul, Épître aux Romains, XIII, 1 et 2.

Urgence souscription : pour faire avancer les idées révolutionnaires

Tu ne supportes plus que des populations soient bombardées par les grandes puissances et leurs alliés ? Tu n'en peux plus de ces lois racistes et du climat nauséabond porté par la droite, l'extrême droite et une partie de la gauche ? Marre que Macron et Darmanin décident de qui a le droit de manifester, envoient leurs flics dans les manifs, les boîtes et les quartiers ? Marre des nervis d'extrême droite qui prétendent faire la loi ? Ras-le-bol des prix qui s'envolent, alors que les profits battent de nouveaux records chaque semestre ? Tu n'en peux plus du sous-effectif qui casse la santé ? Exaspéré par les violences sexistes ? Marre des grands groupes qui polluent la planète ?

Eh bien, c'est tout ce contre quoi se bat le NPA : pour une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions, respectueuse de la planète pour vivre et pas survivre. Et nous voulons le dire haut et fort : dans la rue, sur les murs, dans les entreprises, sur les lieux d'études, et même dans les élections, pour ne laisser nulle part le champ libre ni à Macron et Le Pen, ni à une gauche qui mène

les mêmes politiques anti-ouvrières une fois au gouvernement.

Les Arnault, Bolloré et tous les milliardaires, utilisent leur fortune gagnée sur notre dos pour asséner leur propagande nauséabonde, anti-ouvrière, raciste, impérialiste, grâce aux médias qu'ils contrôlent. L'argent est un obstacle à la démocratie la plus élémentaire, il en faut beaucoup pour participer aux élections. Alors à nous de nous donner les moyens de dépasser cette contrainte : pour que les idées révolutionnaires soient entendues et que les travailleuses, travailleurs et la jeunesse puissent s'opposer à Macron autrement qu'en votant pour leurs pires ennemis d'extrême droite. Les prochaines élections européennes ne changeront pas la vie, mais elles seront une occasion de nous exprimer à une large échelle.

Pour propager notre combat anticapitaliste et révolutionnaire, le NPA a besoin de toutes les contributions, petites et grandes. Travailleuses et travailleurs de tous les pays, finançons-nous !

ABONNEZ-VOUS
POUR 12 NUMÉROS..... 24€

PAR VIREMENT
Envoyez un mail à abonnement@nouveauantipartialiste.fr

PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA
BP60008 IVRY 94201 CEDEX

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@nouveauantipartialiste.fr

Massacres en Palestine : la jeunesse s'oppose aux puissances impérialistes

Partout dans le monde, depuis plusieurs semaines, la jeunesse est mobilisée en soutien au peuple palestinien et contre la politique coloniale d'Israël et ses alliés impérialistes.

EN ESPAGNE, LA COLÈRE DES ÉTUDIANTS S'ORGANISE

Les mobilisations étudiantes dans l'État espagnol ont été nombreuses ces dernières semaines avec deux grèves à l'échelle nationale, des blocages et plusieurs rassemblements. Les comités et assemblées générales en soutien au peuple palestinien se sont mis en place dans beaucoup d'universités, de Madrid à l'Andalousie. Les étudiants et étudiantes qui luttent tentent de se regrouper dans une coordination nationale (comme celle des camarades de Grenade et des Canaries) et d'établir des liens avec les travailleurs. Dans les secteurs directement liés avec l'industrie de l'armement, des mobilisations existent, notamment chez les ouvriers des ports à Barcelone et à Cadix, qui ont bloqué le transport des armes à l'État génocidaire d'Israël, malgré les tentatives de répression. Celles-ci touchent aussi les étudiants, comme à Grenade où trois d'entre eux sont menacés de sanctions.

SUR LES CAMPUS AMÉRICAINS : « NOT IN OUR NAME »

Le 4 novembre dernier à Washington, le mouvement de solidarité avec la Palestine rassemblait 300 000 manifestants, la plus grosse manifestation pro-palestinienne de l'histoire des États-Unis. Au cœur de la citadelle impérialiste, principal soutien d'Israël, cette mobilisation profonde secoue les États-Unis depuis début octobre et met en mouvement des fractions significatives de la com-

munauté juive qui refusent que le massacre soit perpétré en leur nom, mais aussi des travailleurs qui s'opposent à l'acheminement des armes vers Israël, en lien avec la jeunesse étudiante.

Le 12 octobre, quelques jours après le début des bombardements sur Gaza, s'organisaient aux États-Unis les premières marches étudiantes pour la Palestine. À l'initiative, des groupes comme Students for Justice in Palestine (SJP), une organisation étudiante pro-palestinienne proche du Fatah (fondée il y a 30 ans et implantée dans de nombreux campus), mais aussi des collectifs d'étudiants nés spontanément à cette occasion dans une douzaine d'universités, cela s'est rapidement propagé à travers tout le pays. Des universités les plus prestigieuses, à commencer par Harvard, aux « Community Colleges » entraînant des dizaines de milliers de jeunes contre leur propre gouvernement, à travers des rassemblements, manifestations des sit-ins et des occupations.

À Harvard, début octobre, 34 organisations de jeunesse rédigeaient un appel à la mobilisation pour arrêter Israël. Au point d'indigner le milliardaire Bill Ackman, qui a voulu rendre publics les noms des signataires de l'appel et alimenter une campagne de harcèlement à l'encontre de ces étudiants. Des campagnes de harcèlement devenues pratiques courantes, encouragées par les directions d'universités, dont de nombreux militants du mouvement se retrouvent victimes. Malgré ces tentatives, les étudiants mobilisés



MANIFESTATION EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN. WASHINGTON, ÉTATS-UNIS, 4 NOVEMBRE 2023 | WIN MCNAMEE, GETTY IMAGES

refusent de se laisser bâillonner et leur lutte continue de peser sur le gouvernement américain, tout en appuyant les mobilisations du monde entier !

Même en Israël : des dizaines de rassemblements et manifestations ont vu des milliers de Juifs et de Palestiniens manifester contre la colonisation à Nahef, Tamra, Tel Aviv, Abou Gosh, Haïfa, Baqa al-Gharbiyye, Lod et Jérusalem, alors qu'un tiers des étudiants est appelé dans les casernes sous le régime de la conscription (à l'heure actuelle, les universités sont toujours fermées).

EN FRANCE, MACRON ENTRE RÉPRESSION ET RHÉTORIQUE D'EXTRÊME DROITE

Le gouvernement français a d'ailleurs bien compris le caractère explosif de cette politisation de pans entiers de la jeunesse et du monde du travail : nous avons les moyens de faire plier nos gouvernements, c'est pour ça qu'ils essaient de nous intimider !

À Strasbourg, les Renseignements généraux s'invitent et photographient les étudiants lors des réunions universitaires de soutien à la Palestine. La ministre de l'Ensei-

gnement supérieur, Sylvie Retailleau, en lien avec le président de l'université de Nanterre, M. Gervais-Lambony, se joint au concert de calomnies lancé par la presse bourgeoise (*Le Figaro*, *Le Point*, *Le Monde*) contre les étudiants mobilisés qui feraient vivre « une terreur antisémite » sur le campus de Nanterre. Quelle hypocrisie ! N'était-ce pas le gouvernement Macron qui manifestait il y a quelques semaines avec les héritiers de Pétain ?

À Grenoble, à la suite d'une plainte du Crif, le préfet a interdit une réunion publique du NPA. À Paris, c'est la mairie d'Hidalgo qui a annulé une rencontre avec la militante Angela Davis et la philosophe américaine Judith Butler, membre de « Jewish Voice for Peace » (Voix juives pour la paix), encore et toujours au même prétexte calomnieux d'antisémitisme.

Par ces intimidations, le gouvernement et ses relais cherchent à entraver la mobilisation. Les calomnies et la répression ne nous feront pas taire.

PAR SUZANNE VARDÈS ET LOÏE FLORÈS
• 05/12/2023

LE NPA EST À L'INITIATIVE DE L'INTER-ORGA PALESTINE QUI REGROUPE ORGANISATIONS DE JEUNESSE, SYNDICATS ET PARTIS POUR AMPLIFIER LA MOBILISATION EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN :

Extrait de l'appel à retrouver sur notre site (nouveauantipartialiste.fr/appele-linter-orga-palestine-du-1er-decembre):



« La lutte contre le massacre perpétré par l'État d'Israël n'a rien d'antisémite. Au contraire, la meilleure façon de lutter contre l'antisémitisme et contre tous les racismes, c'est d'amplifier la mobilisation contre les massacres à Gaza et contre la politique d'extrême droite du gouvernement d'Israël.

Nous, organisations de jeunesse, partis, syndicats et associations, appelons à se mobiliser de la manière la plus unitaire, en manifestant à toutes les occasions pour exiger la fin des opérations militaires de l'armée israélienne contre les Palestiniens. Nous avons toujours combattu le racisme (donc l'antisémitisme et l'islamophobie) et l'intégrisme religieux, et nous nous adressons aussi aux classes populaires d'Israël victimes elles aussi d'un gouvernement militariste d'extrême droite. »

Premiers signataires : Solidaires étudiants, Unef Nanterre, Peuple révolté, REV, Les Jeunes REV, Les Insurgés, NPA-Jeunes, Info-Com' CGT, CGT TUI France, Sud Poste 92, Droit-solidarité, Droits Devant!, PRCF, PEPS, NPA, Coude à coude.

SUIVEZ LE NPA JEUNES ET PRENEZ CONTACT !

Web npa-jeunes.org | Facebook | Twitter | Instagram | Tik Tok @npa_jeunes



08 · DÉCEMBRE 2023 · LE JOURNAL DU NPA
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Rencontres nationales ouvrières à Paris en février

Les 10 et 11 février 2024, se tiendront à Paris les rencontres nationales ouvrières (RNO) du NPA. Ces rencontres réuniront des dizaines de militants d'entreprises de toute la France, mais aussi de pays étrangers, et de tous les secteurs : des transports à l'automobile en passant par l'aéronautique, la chimie, la santé, la SNCF ou la Poste... Ils viendront y discuter de l'implantation des idées communistes et révolutionnaires dans les entreprises, de l'intervention dans la lutte des classes et sur nos lieux de travail, au travers de problèmes précis, à portée de discussion et des luttes à venir, concernant l'actualité sociale nationale ou dans une entreprise. Militant ouvrier, salarié concerné, pour participer, écrire à :

contact@nouveauantipartialiste.fr